

Les Sud-Américains rencontrent des difficultés pour harmoniser leurs politiques énergétiques

Paulo A. Paranaguá

Consacré à une question-clé de l'intégration régionale, le premier sommet énergétique sud-américain a réuni, mardi 17 avril, dans l'île de Margarita (Venezuela), dix pays du sous-continent. Les ministres de l'énergie ont dû plancher pendant dix heures sur la déclaration finale pour préserver leur "unité".

La principale divergence portait sur les biocarburants, défendus par le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, et durement critiqués par son homologue vénézuélien, Hugo Chavez, depuis la signature d'un accord de coopération sur l'éthanol entre le Brésil et les Etats-Unis, le 9 mars. La "déclaration de Margarita" reconnaît "le potentiel des biocarburants pour la diversification de la matrice énergétique sud-américaine".

"Les positions sont devenues plus rationnelles, moins passionnelles", selon le conseiller diplomatique du président Lula, Marco Aurelio Garcia. "Les gens ne meurent pas de faim faute d'aliments, mais faute de revenus, a-t-il souligné. Il n'y a pas d'incompatibilité entre les biocarburants et les combustibles fossiles, mais complémentarité."

"Nous ne nous disputerons jamais avec Lula ni avec le Brésil, notre ennemi est l'empire américain", avait déclaré M. Chavez, juste avant le sommet. A Margarita, les Vénézuéliens ont proposé un traité énergétique excluant les biocarburants. Mais le Brésil a déjà une coopération sur l'éthanol avec l'Uruguay, l'Equateur, la Bolivie, Haïti et même le Venezuela, disposé à importer de l'éthanol brésilien. L'Argentine et d'autres pays de la région sont intéressés.

Le laborieux consensus de Margarita n'est pas parvenu à dissimuler d'autres divergences. La création d'une organisation des pays exportateurs de gaz, prônée par M. Chavez, a suscité des reproches. "Si l'on veut parvenir à l'intégration, il faut harmoniser les intérêts des producteurs et des consommateurs, a noté le ministre brésilien des relations extérieures, Celso Amorim. Il n'y a pas lieu dans une réunion de ce type de défendre une OPEP du gaz." La proposition n'avait pas fait l'unanimité parmi les pays producteurs de gaz réunis à Doha les 9 et 10 mars.

GAZODUC DU SUD

Les Brésiliens restent sceptiques sur le grand gazoduc reliant le Venezuela à l'Argentine, même s'ils sont d'accord sur un projet plus modeste, destiné à approvisionner le Pernambouc (nord du Brésil). "Plus de 100 techniciens de Petrobras étudient le projet de gazoduc du Sud, a précisé José Sergio Gabrielli, président de l'entreprise publique brésilienne. Les études ne seront pas finies avant décembre." Suivront des études de "faisabilité, ingénierie, conception, financement et impact sur l'environnement", a-t-il ajouté.

Bref, le gazoduc de 12 500 kilomètres, au coût estimé à 20 milliards de dollars et devant traverser l'Amazonie, n'est pas pour demain. D'autant que le Venezuela, aujourd'hui, n'exporte pas du gaz, mais devra en importer de la Colombie pour son usage domestique, par le gazoduc "Transguajiro", qui sera opérationnel en 2008.

Enfin, le Brésil a émis des réserves sur le projet de "Banque du Sud", proposé par le Venezuela et l'Argentine. "Le Brésil ne mangera pas un plat fait par d'autres", a assuré Marco Aurelio Garcia.

Lundi, les présidents Lula et Chavez ont posé la première pierre, à Barcelone (à 300 kilomètres de Caracas), de deux usines pétrochimiques, qui représentent un investissement commun de 3 milliards de dollars. Les différences n'empêchent pas les affaires.

Disponível em: <<http://www.lemonde.fr>>. Acesso em 18/4/2007.